

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°529 – 15 mars 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

### Régional

#### Renforcement de la coopération entre la CEDEAO et l'Espagne

Le 12 mars 2024, la Commission de la CEDEAO et l'Espagne [ont signé](#) un protocole d'accord d'un montant de 2,6 M EUR dans le cadre du renforcement de leur coopération. Les fonds seront notamment destinés au renforcement institutionnel de la CEDEAO, au soutien du Centre de Développement du Genre de la CEDEAO, ainsi que de l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation dans la mise en œuvre de la stratégie révisée de sécurité alimentaire et le développement d'un programme régional d'alimentation scolaire. Ainsi, le financement permettra entre autres la création de 90 cantines qui bénéficieront à 23 860 élèves, principalement dans les zones rurales et transfrontalières de la CEDEAO.

#### UKEF annonce la mise à disposition de 4,7 Mds EUR pour le financement de projets au Togo et au Bénin

A Cotonou, l'agence britannique de crédit à l'exportation (UK Export Finance – UKEF) [a récemment signé un protocole d'accord](#) avec le ministre de l'Économie et des Finances du Bénin sur un soutien financier aux projets locaux. A cette occasion, UKEF a également annoncé que des fonds à hauteur de 4,7 Mds EUR (environ 3 082 Mds FCFA) étaient disponibles pour financer de futurs projets au Togo et au Bénin. Les projets ciblés sont principalement dans les domaines des infrastructures, du transport et de l'électrification rurale. Ce partenariat

#### Le chiffre à retenir

# 92%

La part en volume que représentent le Burkina Faso, le Mali et le Niger dans l'activité de transit du port de Lomé

s'inscrit dans un contexte d'intensification de la présence britannique en Afrique de l'Ouest et particulièrement dans ces deux pays. En 2022, UKEF avait notamment annoncé garantir un prêt 80 M EUR (52,5 Mds FCFA) destiné au financement de la route transfrontalière Sokodé-Tchamba-Kambole entre le Togo et le Bénin ainsi qu'un financement de près de 118 M EUR (77,4 Mds FCFA) pour la construction de la cité ministérielle de Cotonou.

### Bénin

#### Le gouvernement autorise la contractualisation des marchés pour le renforcement du réseau routier

Le 13 mars 2024, dans la continuation du programme de densification et de modernisation du réseau national routier, le gouvernement béninois [a autorisé](#) la contractualisation, avec différents cabinets et entreprises, pour la réalisation, le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation, d'aménagement ou de bitumage de routes. Ces travaux s'appliqueront à 332 km de route, avec notamment la construction en zone périurbaine de 9 ponts unibrige.



## Burkina Faso

### Inflation à +2,7% en g.a. en février 2024

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (Insd), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +2,7% en glissement annuel (g.a.) en février 2024, après +4,3% le mois précédent. Pour autant, ce niveau d'inflation apparaît relativement faible au regard des difficultés observées par les populations. Cette évolution s'expliquerait principalement par la hausse des prix de la catégorie "logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+13,3% en g.a.) et de la santé (+5,6% en g.a.). On note toutefois une baisse des prix des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (-2% en g.a.).

### Accord au niveau des services au titre de la 1<sup>ère</sup> revue du programme FEC

Le 13 mars 2024, les services du FMI [ont conclu](#) un accord avec les autorités burkinabè la première revue du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). L'approbation de cet accord par le Conseil d'administration du FMI dans les prochains mois donnerait lieu à un décaissement de 24,1 M DTS (32 M USD). Cela porterait le total de l'aide versée par le FMI dans le cadre de ce programme à 48,2 M DTS (64 M USD). Selon le FMI, les objectifs fixés au titre du programme ont été pour la plupart respectés, et ce malgré un environnement défavorable. De fait, la croissance est estimée à 3,6% en 2023 et devrait atteindre 5,5% en 2024. En outre, le déficit budgétaire s'est établi à 6,7% du PIB en 2023 (contre 10,4% du PIB en 2022), grâce entre autres à une meilleure mobilisation des recettes. Les autorités se seraient engagées à réduire encore le déficit budgétaire pour le ramener à environ 5,5% du PIB en 2024. Le contexte politique, sécuritaire et social rend cependant ces prévisions assez optimistes.

## Côte d'Ivoire

### Amélioration de la balance commerciale en 2023

Selon la Direction générale des douanes (DGD), les exportations de biens [ont augmenté](#) de 33,6%, à 12 300 Mds FCFA (18,8 Mds EUR) en 2023. Les principaux produits vendus ont été le cacao et ses dérivés (28,6% des exportations totales) et les produits pétroliers (22,9%) et l'or (11,6%). Le Mali (14,8%), les Pays-Bas (10,4%) et la Suisse (9,6%) ont été les principaux clients de la Côte d'Ivoire. D'autre part, les importations de biens ont également été en hausse de 13,7% à 11 448 Mds FCFA (17,5 Mds EUR) en 2023. Les principaux produits importés ont été les produits pétroliers (25,7% des importations totales), les biens alimentaires (17,2%) ainsi que les machines électriques et mécaniques (10,2%). Les principaux fournisseurs de la Côte d'Ivoire sont restés la Chine (14,8%) et le Nigéria (14,0%) et la France (5,6%). Le solde des biens est ainsi redevenu excédentaire en 2023, à 852 Mds FCFA (1,3 Md EUR), contre un déficit de 865,7 Mds FCFA (1,3 Md EUR) en 2022.

### Lancement du projet de connectivité et d'infrastructures rurales dans le Nord

Le projet "Connectivité inclusive et infrastructures rurales" a été officiellement [lancé](#) le 12 mars 2024 par la Cellule de coordination des projets d'infrastructures en Côte d'Ivoire. Le coût du projet représente un montant total de 347,6 Mds FCFA (529,9 M EUR), dont 181,6 Mds FCFA (276,8 M EUR) de la Banque mondiale, 122,9 Mds FCFA (187,4 M EUR) de la Banque asiatique d'investissements pour les infrastructures et 41,3 Mds FCFA (63 M EUR) de la part de l'Etat ivoirien, à travers le Fonds d'entretien routier (FER). Il cible 11 régions frontalières du nord de la Côte d'Ivoire et vise à fournir une connectivité routière rurale inclusive et résiliente au climat dans les régions mal desservies telles que le Bafing, le Worodougou, le Béré, le Hambol, le Gontougou,





le Folon et le Poro. Le projet sera mis en œuvre sur 6 ans, la fin étant estimée pour juin 2029.

### La ville de Yamoussoukro dotée d'un nouveau schéma directeur d'urbanisme

Le ministre ivoirien de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme a officiellement [réceptionné](#) le 14 mars 2024 le nouveau schéma directeur d'urbanisme de Yamoussoukro, la capitale politique de la Côte d'Ivoire. Le gouvernement avait confié à l'Agence africaine d'aménagement et d'urbanisme (3AU) le projet de révision de l'ancien schéma élaboré en 2016, en raison de changements nécessaires en termes d'occupation de sites. En vue de définir un cadre de facilitation urbaine consensuel et cohérent, le périmètre d'urbanisation projeté a été élargi avec l'intégration de certaines localités du District de Yamoussoukro.

## Guinée

### Pose de la 1<sup>ère</sup> poutre du chemin de fer désenclavant Simandou

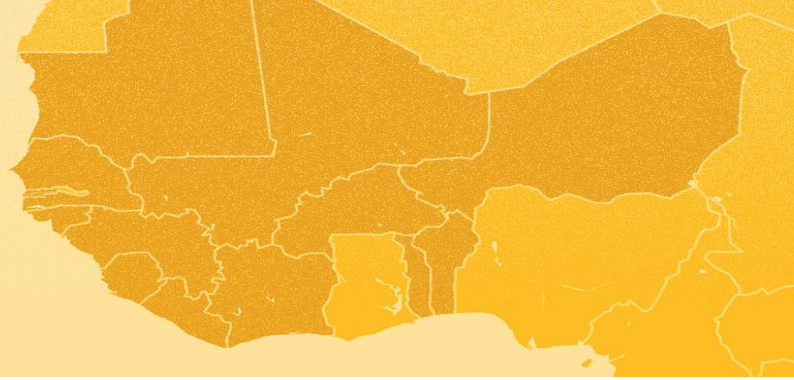
Le Président de la Transition, accompagné des responsables de Winning Consortium Simandou (WCS - consortium sino-singapourien-guinéen détenteur des blocs 1 et 2 de la mine de Simandou), [a procédé](#) à la pose de la 1<sup>ère</sup> poutre sur le chemin de fer Transguinéen dans le cadre du désenclavement du site minier. Cette voie ferroviaire s'étendra sur plus de 552 km sur la ligne principale, comptera 15 gares et 170 ponts. A cela s'ajoutent les 73 km qui connecteront Beyla, où opère Rio Tinto, à la préfecture de Kérouané, pour un total de 625 km de voie ferrée. Ces infrastructures devraient permettre d'évacuer 120 M tonnes par an de minerais pendant la première phase et 160 M tonnes pendant la seconde.

### Deux protocoles d'accord avec les sociétés Cisco et Cybastion

Le 8 mars, s'est tenue à Washington la [signature](#) de 2 protocoles d'accord entre le gouvernement guinéen et des compagnies américaines dans le cadre de la mise en œuvre des politiques nationales de digitalisation et de cybersécurité. Il s'agit, d'une part, d'un accord avec l'entreprise Cisco Systems, Inc. pour la formation de l'administration publique dans le cadre de la modernisation des services publics et de la sécurisation des systèmes d'information. A travers le "Cisco Network Academy Program", le ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique (MPTEN) ambitionne de d'offrir des formations en informatique et en cybersécurité. D'autre part, un accord a été signé entre le MPTEN guinéen et Cybastion pour une assistance technique en vue de la recherche et de la levée de financements pour soutenir la digitalisation de l'Etat.

### Le gouvernement annonce le retour du support de Karpowership

Le secteur de l'électricité traverse actuellement une grave crise. Les raisons sont à la fois conjoncturelles : (i) difficultés pour Electricité de guinée (EDG) de s'approvisionner en HFO (heavy fuel oil), nécessaire pour faire tourner ses centrales thermiques ; (ii) le pompage exceptionnel des eaux du barrage hydroélectrique de Souapiti pour pallier les carences d'EDG a entraîné une diminution importante du niveau d'eau du barrage, déjà touché par la faible pluviométrie. Les fragilités sont également structurelles : (a) mauvaise gouvernance ; (b) subventions accordées à EDG pour maintenir un prix de l'électricité plafonné, inhibant les incitations à investir ; (c) détournement d'électricité. Le gouvernement [négocie](#) le retour de la société Karpowership (filiale du groupe turc Karadeniz). Pour rappel, cette société fournit de l'électricité à travers des centrales thermiques flottantes.



## Guinée-Bissau

### Accord au niveau des services du FMI pour les 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> revues du programme FEC

Le 12 mars 2024, les services du FMI [ont conclu](#) avec les autorités bissau-guinéennes un accord préliminaire relatif aux 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> revues au titre du programme appuyé par la Facilité élargie de crédit (FEC). L'accord devra être approuvé prochainement par le Conseil d'administration du FMI et donner lieu à un décaissement de 6,2 M DTS (8,2 M USD). Les performances de la Guinée-Bissau dans le cadre des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> revues du programme FEC ont été jugées plus faibles que prévu, en raison d'un environnement socio-politique et économique difficile. Selon le FMI, la croissance économique de la Guinée-Bissau a été toutefois résiliente en 2023 et est estimée 4,3% (contre 4,2% en 2022). En outre, l'inflation s'est établie en moyenne à 7,2% et aurait atteint les deux chiffres sans les mesures de réduction de la taxation sur les carburants et les produits alimentaires ainsi que les subventions aux prix du riz.

## Mali

### Signature d'un accord de gestion de la dette de EDM avec les banques

Les autorités maliennes, l'Association Professionnelle des Banques et Établissements financiers du Mali, ainsi que les membres du pool Bancaire "Opération-EDM-sa" ont [procédé](#), le 7 mars 2024, à la signature d'un protocole d'accord de gestion de la dette bancaire de la société publique Energie du Mali (EDM). Cet accord vise notamment à restructurer la dette bancaire de EDM qui se chiffre à 261 Mds FCFA (398 M EUR). Selon les termes, la période de remboursement de ladite dette se fera sur une période de 10 ans à un taux voisin du taux du guichet marginal de la BCEAO, avec un différé de paiement d'une période d'un

an. Cela permettra à EDM d'améliorer sa trésorerie et devrait l'aider à mieux assurer sa mission de service public, notamment la fourniture d'électricité.

## Mauritanie

### La mission du FMI achève sa 2<sup>ème</sup> revue des programmes en cours

Une mission du FMI s'est tenue à Nouakchott, en vue des deuxièmes revues des programmes appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi de crédit (MEDC) en cours, ainsi que la première revue du programme au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD). L'approbation du Conseil d'administration du FMI conduira au [décaissement d'une nouvelle tranche](#) de 8,58 M USD dans le cadre des programmes MEDC et FEC, ainsi que de 19,79 M USD dans le cadre de la FRD. Le FMI a par ailleurs annoncé que la croissance devrait atteindre 4,3% en 2024 contre 3,4% en 2023, tirée par la performance du secteur non extractif. L'inflation continuerait quant à elle de baisser, avec un taux à 2,6% en février 2024, contre 9% sur le même mois de l'année précédente. Le Fonds a souligné que les perspectives demeurent incertaines, notamment car la Mauritanie demeure vulnérable aux chocs externes (comme des tensions géopolitiques) qui pourraient dégrader ses termes de l'échange ainsi qu'à des catastrophes climatiques qui pourraient aggraver l'insécurité alimentaire.



## Sénégal

*Vacap Hospitality* obtient un prêt de 81 M USD du gouvernement étasunien

Le [Conseil d'administration de la DFC](#) (*International Development Finance Corporation*), l'institution financière de développement du secteur privé à l'international du gouvernement étasunien a accordé, le 5 février, un prêt de 81 M USD sur une durée de 17 ans à la société sénégalaise *Vacap Hospitality*. L'enveloppe est destinée au financement du projet de construction d'un hôtel Sheraton 5 étoiles de 250 chambres et d'un hôtel Aloft 3 étoiles luxe de 150 chambres à Dakar, d'un budget global de 162 M USD. Cet appui, visant à renforcer l'offre en infrastructures hôtelières à Dakar et la position du Sénégal comme hub aérien régional, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau plan de financement de projets de la DFC. D'après le communiqué, la gestion du complexe serait confiée au premier groupe hôtelier mondial, Marriott. Pour rappel, en 2019 la DFC avait déjà accordé un financement de 64 M USD pour le projet, qui n'avait pas pu être réalisé du fait de la pandémie de Covid-19.

Les investissements de la SFI atteindraient 500 M USD en 2024

En 2024, les [investissements de la Société financière internationale](#) (SFI) au Sénégal devraient atteindre 500 M USD, contre 354,2 M USD en 2023. Cette annonce a été faite par le Vice-Président régional de la Société financière internationale (SFI) pour l'Afrique à l'occasion de sa visite au Sénégal du 4 au 6 mars 2024. Ce renforcement de l'appui de la SFI traduit l'engagement de l'institution à soutenir le secteur privé sénégalais et à accroître son portefeuille d'investissement au Sénégal et en Afrique. Parmi les axes d'intervention de l'institution, le développement agricole et le soutien aux entreprises créées par des jeunes et des femmes devraient être privilégiés.

## Sierra Leone

Partenariat entre la SFI et ACTB pour soutenir le financement des petites entreprises

Le 12 mars 2024, la Société financière internationale (SFI) [a annoncé](#) l'octroi d'un prêt en monnaie locale équivalent à 3 M USD à l'*ACTB Savings and Loans*, une institution de microfinance qui dessert principalement des entreprises dirigées par des femmes. Ce financement permettra notamment d'améliorer l'accès au financement des micro et petites entreprises en Sierra Leone, soutenant ainsi l'activité économique et la création d'emplois. En outre, il est prévu qu'environ 70% des nouveaux prêts soient accordés à des femmes. Pour information, l'ACTB est l'une des plus importantes institutions de microfinance en Sierra Leone, avec un portefeuille de prêt qui représente 20,6% marché.





## Togo

Le Burkina Faso, le Niger et le Mali **représentent 90% de l'activité de transit** du port de Lomé

En 2022, les pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) – le Burkina Faso, le Niger et le Mali – [ont représenté](#) plus de 92% du volume des marchandises qui ont transité par le port de Lomé, soit plus de 3,5 M de tonnes de marchandises sur les 3,8 M en transit par Lomé en 2022. Le Burkina Faso, qui génère à lui seul 80% de l'activité de transit, est le principal moteur de cette tendance haussière. En 9 ans, le volume de transit à destination du Burkina Faso est passé de près 850 000 tonnes en 2013 à plus de 3 M en 2022. Le trafic de transit à destination du Mali a également connu une forte hausse de 85,5% depuis 2013. En revanche, sur la même période, les activités de transit à destination de Niamey ont baissé de plus de 8%. A noter toutefois que le transit reste une activité secondaire pour le port de Lomé dont le transbordement représentait 67% des activités en 2022, soit près de 20 M de tonnes de marchandises échangées.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : [abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr) & suivez notre page [LinkedIn](#)